

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



19 octobre 2020

Contre le fascisme religieux, nous n'avons pas les mêmes valeurs que... Macron !

Un prof a été décapité dans un collège de la région parisienne, dont la tête avait déjà été mise à prix par des fanatiques religieux, en réalité des fascistes qui empoisonnent le monde musulman, pour avoir illustré un cours sur la liberté d'expression par des caricatures de *Charlie hebdo*. Voilà l'acte barbare qui a sidéré le pays. Des rassemblements ont eu lieu dimanche, massifs et muets : que dire, que faire ?

Mais Macron et son gouvernement n'ont pas eu cette retenue et ont donné de la voix, tonitruante. Une aubaine pour chevaucher leur canasson déjà lancé contre ce qu'ils appellent le séparatisme, et poursuivre leur croisade mêlant de façon scélérate arabes, musulmans, islamistes... contre lesquels il faudrait que nous défendions ensemble les prétendues valeurs de la République. Et d'annoncer un renforcement de la répression, un durcissement des lois, la dissolution d'associations dites suspectes, une journée de deuil national... Un fatras contre lequel personne ne s'élève dans le monde politique. Jean-Luc Mélenchon cible même la communauté des Tchétchènes dont « il faut reprendre un par un tous les dossiers »... Ce n'est pas Poutine disant à l'époque qu'il fallait « tous les buter, jusque dans les chiottes », mais ça y fait penser !

Contre l'islamisme politique, certainement

Parmi les menaces qui pèsent sur nous, appartenant au monde du travail, il y a certainement l'islamisme politique dont le terreau a été largement alimenté dans le monde par les guerres et désastres sociaux engendrés par les appétits des puissances impérialistes. Cet intégrisme politique-là, aux méthodes fascistes, a fait des dizaines de milliers de victimes dans l'Algérie des années 1990, dont des égorgés et des décapités dans les rangs des démocrates, syndicalistes et féministes. Cette extrême droite, au pouvoir ou dans l'opposition, qui sévit d'abord contre les peuples d'Afrique ou du Moyen-Orient, milite ici aussi en France. L'acte barbare de Conflans vise précisément à troubler, paralyser voire terroriser, et tenter de souder autour du drapeau d'un islamisme radical les travailleurs de religion musulmane qu'elle cible au premier chef. Et au nom de Mahomet ou du Christ-Roi d'intégristes blancs, c'est le même projet de mise au pas des exploités et opprimés, par des états-majors politiques recrutés au sein d'élites friquées.

Mais pas derrière les prétendues vertus de leur république

Macron s'opposerait à cette extrême droite au nom des valeurs de la République ? Quelle rigolade ! Rappelons que son gouvernement, comme les précédents, entretient les meilleures relations – ventes d'armes et achat de pétrole à gogo ! – avec ce dictateur d'Arabie saoudite qui procède aux décapitations en public. Très exactement à la manière des intégristes qu'il prétend combattre, Macron et sa croisade contre le « séparatisme » tentent de faire diversion face aux colères contre sa politique, lui le président des très riches. Terroristes islamistes comme républicains intégristes à la Macron vouent le même culte au Dieu profit ! La même haine de classe contre le monde ouvrier.

Quant à leurs prétendues valeurs de la République, liberté, égalité, fraternité...

Liberté – pour qui ? – d'avoir un logement et un travail, de ne pas être licencié, de s'exprimer librement dans les entreprises, par exemple ? Égalité – entre qui ? – là où le fossé ne cesse de se creuser entre les super-riches et la grande masse de celles et ceux qui ne peuvent plus nourrir leurs familles ? Laïcité – sans blague ! – quand l'État français, depuis des décennies, subventionne grassement les écoles et autres institutions catholiques ?

Il y a beaucoup à dire et à discuter entre nous, travailleurs et jeunes, qui marquons de nos résistances et luttes la situation depuis quelques années, et avons besoin de grossir et resserrer nos rangs : nos valeurs sont celles de l'abolition de l'esclavage salarié et de sa loi du profit, celles de la solidarité internationale entre les travailleurs et les peuples : pour changer ce monde, pour que ce ne soient plus les barbares, les cyniques et les hypocrites qui nous imposent leur loi

Couvre-feu au Pôle Tertiaire ?!

Pour coller au couvre-feu martial décrété par le gouvernement Macron la direction du site nous a envoyé un mail pour nous annoncer que le site ne fermerait plus ses portes à 21h00 mais à...20h30.

De quoi nous laisser le temps de courir nous mettre à l'abri du Covid-Garou qui comme chacun sait ne sort qu'à la nuit tombée. Sérieusement 21h00 voire 20h30 ça fait pas un peut trop tôt pour quitter le boulot ?

Que la direction n'oublie pas de fermer la lumière en partant !

The Good Joke

Les investissements, la construction de centres techniques ou de production ont beau se poursuivre du Maroc jusqu'à l'Inde, Tavares continue pourtant sans vergogne de se présenter comme un chantre de la relocalisation et de la réindustrialisation de l'Europe (excusez du peu). Ce lundi c'est dans le magazine *The Good Life* qu'il fait son autopromotion tout en expliquant benoîtement que tout cela ne tient que sous perfusion de subventions gouvernementales à l'achat.

Un tabou de sa complexe pensée sur le coût des automobiles : le surcoût induit par la famille Peugeot et consorts qui prélèvent leurs dîmes depuis des décennies sur le dos des travailleurs comme des acheteurs.

Au soleil mais sans le sou

Entre les différents mails et les affiches collées sur le site, PSA ne cesse de nous faire la pub du nouveau centre de R&D à Casablanca. La direction cherche des bonnes âmes pour aller bosser là-bas mais avec un contrat local ! Elle n'en est pas à son premier essai pour mettre les salariés en concurrence que ce soit ici avec la prestation ou par-delà les frontières en profitant des conditions de travail moins favorables. Faut dire qu'avec des salaires environ deux fois moins élevés qu'ici, le patronat a des euros qui scintillent dans les yeux. Là-bas aussi la prestation est d'ores et déjà largement employée pour assurer le maximum de flexibilité. Bas salaires, précarisation, ce sont les mêmes maux auxquels nous faisons face, de quoi renforcer notre solidarité face au même patron.

Le Borgne magicien : deux licenciements pour le prix d'un !

Fin mai, Renault avait annoncé 4 600 suppressions de postes en France. Mais la réalité se rapproche plutôt du double comme le révèle le rapport d'expertise réalisé par le cabinet Secafi

pour le compte du CCSE de Renault : environ 5 300 emplois sont également menacés chez les sous-traitants !

Recourir à la sous-traitance c'est aussi sous-traiter les licenciements et les rendre moins visibles. Une méthode bien connue du nouveau directeur de l'ingénierie de Renault, Gilles Le Borgne : il a pu vérifier son efficacité quand il l'a appliquée chez PSA pour rétablir les bénéfices des actionnaires après la crise de 2008 !

Télétravail sans négociations

Une réunion de négociation sur la généralisation du télétravail devait avoir lieu mercredi 21 octobre entre la direction et les syndicats. Mais la direction a décidé en fin de semaine dernière de la repousser unilatéralement, sans donner de nouvelle date.

Même s'il y a peu de choses à attendre de ces négociations, cela ne rend pas plus acceptable que la direction s'assoit dessus... peut-être que renvoyer le télétravail aux calendes grecques la rendrait plus raisonnable ?

Les ouvriers à l'offensive

Depuis le 14 octobre, les salariés de STPI (sous-traitant de Veolia) sont en grève pour les salaires sur les sites de PSA Sochaux et Mulhouse, où ils opèrent. Treizième mois, prime, 300 euros d'augmentation, ils ne manquent ni d'idées ni de détermination et ne peuvent que donner envie de les imiter.

Veolia, comme bien d'autres grands groupes, ne manque pas d'argent quand il s'agit de racheter Suez ou d'engraisser les actionnaires. Alors aucune raison sanitaire de se taire.

Hôpital : aujourd'hui le blues... demain la colère ?

Après le déconfinement, le gouvernement a eu cinq mois pour parer à la deuxième vague. Elle pointe tout juste à l'horizon que déjà les hôpitaux sont à bout de souffle. Il n'y a eu ni embauches ni ouvertures de lits. En Auvergne-Rhône-Alpes, on déprogramme à nouveau des opérations. Le personnel hospitalier est rappelé sur ses congés, contraint de travailler même s'il est positif à la Covid-19.

Le ministre de la Santé Véran s'explique : « Notre objectif n'est pas d'avoir un nombre de [places en] réanimation extensible. » Il devrait aussi dire pourquoi : le gouvernement préfère « relancer » les profits des grandes entreprises à coup de centaines de milliards.

Ce qui se passe dans la santé ne concerne pas que les hospitaliers. C'est à tous les travailleurs de réagir. Le plus vite sera le mieux.